



Préfecture  
Direction de la Citoyenneté  
Bureau des Procédures Environnementales

IC18916

## ARRÊTÉ PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

-----

### CHARTRES METROPOLE ENERGIES – COMMUNE DE GELLAINVILLE

N° ICPE : 100-12929

La Préfète d'Eure-et-Loir,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 27 juin 2017 portant autorisation de l'exploitation par Chartres Métropole Energies d'une installation de co-génération co-incinérant des déchets ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 17 janvier 2019 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 13 février 2019 ;

**Considérant** l'article 8 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 sus-visé qui stipule que : « *La déclaration de mise en service est requise avant la première mise en service de l'équipement.* »

**Considérant** l'article 10 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 sus-visé qui stipule que : « *Le contrôle de mise en service est requis avant : - la première mise en service de l'équipement ou après une évaluation de conformité liée à une intervention importante définie à l'article 27 du présent arrêté ; - la remise en service en cas de nouvelle installation en dehors de l'établissement dans lequel l'équipement était précédemment utilisé.* »

**Considérant** l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 juin 2017 sus-visé qui stipule que : « *Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.[...]* »

**Considérant** l'article 3.1.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 juin 2017 sus-visé qui stipule que : « *Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.* »

**Considérant** l'article 7.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 juin 2017 sus-visé qui stipule que : « *L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.[...]* »

**Considérant** que lors de la visite du 13 décembre 2018, l'Inspection des Installations Classées a constaté les faits suivants :

- L'équipement [sous-pression] n'a pas fait l'objet d'une déclaration de mise en service ;
- L'équipement [sous-pression] n'a pas fait l'objet d'un contrôle de mise en service ;
- Les installations ne sont pas disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant ;
- L'empoussiérage des bâtiments peut entraîner un risque d'explosion ;
- L'exploitant n'a pas identifié les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion.

**Considérant** le risque d'explosion lié à une concentration importante en poussière ;

**Considérant** le risque d'utilisation d'appareil non-adapté, du fait de la non-délimitation des zones de dangers de l'établissement, pouvant entraîner une explosion et/ou un incendie ;

**Considérant** l'accident du 6 novembre 2018 ;

**Considérant** que l'exploitant a transmis à Mme la Préfète d'Eure-et-Loir un porter à connaissance des modifications de l'installation par courrier du 13 février 2019 en cours d'instruction permettant d'encadrer le non-respect de l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 juin 2017 sus-visé ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure CHARTRES METROPOLE ENERGIES de respecter les prescriptions des articles des arrêtés ministériel et préfectoral susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général de la préfecture d'Eure-et-Loir

## **ARRETE**

**Article 1** – CHARTRES METROPOLE ENERGIES exploitant une centrale de cogénération sur la commune de Gellainville est mise en demeure de respecter les articles 7 à 11 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 et les articles 3.1.5 et 7.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 juin 2017 :

- en réalisant la déclaration de mise en service de l'équipement sous-pression (chaudière) , dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- en faisant réaliser un contrôle de mise en service de l'équipement sous-pression (chaudière), dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- en nettoyant les locaux empoussiérés, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté ;
-

- en identifiant les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2** – Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3 – Sanctions**

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

### **Article 4 - Délais et voies de recours**

La présente décision peut être déférée au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou publication.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique " Télérecours citoyens" accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

**Tout recours (excepté le télérecours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.**

### **Article 5 - Notifications-publications**

- 1) Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.
- 2) L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture d'Eure-et-Loir pendant une période minimale de 2 mois conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement.

### **Article 6 - Exécution**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir, Monsieur le Directeur Régional l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre- Val de Loire et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le **19 MARS 2019**

**La Préfète, Pour la Préfète,**

**Le Secrétaire Général**



**Régis ELBEZ**

